

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FK EVENT

CHEMIN DU CAMPELOU
14130 TOURVILLE-EN-AUGE

Références : 2024.434
Code AIOT : 0005302843

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2024 dans l'établissement FK EVENT implanté CHEMIN DU CAMPELOU 14130 TOURVILLE-EN-AUGE. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FK EVENT
- CHEMIN DU CAMPELOU 14130 TOURVILLE-EN-AUGE
- Code AIOT : 0005302843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL FK EVENT dont le siège social se trouve au Chemin de Campelou à Tourville-en-Auge

exploite à cette adresse un dépôt d'artifices de divertissement. Cet établissement fonctionne sous le régime de l'autorisation et dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 30 mars 2005.

L'Inspection s'est rendue au niveau du bassin servant de réserve incendie et des dépôts A5, A7, D4 et B3.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- NATECH
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Protection contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 16.6 | Sans objet |
| 2 | Installations pyrotechniques | Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 20.2 | Sans objet |
| 3 | Restrictions | Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 20.3 | Sans objet |
| 4 | Exploitation | Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22.4 | Sans objet |
| 5 | Foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouvel exploitant (changement d'exploitant réalisé en janvier 2024) doit améliorer sa connaissance de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et introduire des limites de stockage dans son registre informatique permettant d'effectuer les extractions des matières stockées. Ce registre détaillé pourrait utilement être complété par une synthèse récapitulative des quantités entreposées dans chacun des dépôts.

L'exploitant emploie des artificiers lors des pics d'activité de l'établissement. L'exploitant doit rappeler périodiquement aux salariés les prescriptions propres à l'entreposage des artifices de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Le site est entretenu et une première tonte des espaces enherbés a été effectuée. Compte tenu des conditions météorologiques, l'Inspection n'a pas de commentaire. Toutefois, l'exploitant devra envisager une nouvelle coupe rase des espaces enherbés si une période de fortes chaleurs accompagnée d'un temps sec devait se produire afin d'éviter un feu de végétation qui pourrait s'étendre rapidement depuis ou vers l'extérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'un POI au nom de l'ancien exploitant qui doit être révisé. L'exploitant se chargera d'identifier si une mise à jour est nécessaire.

Les non-conformités constatées ont été rapidement corrigées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 16.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>Ressources en eau</p> <p>L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer la protection contre l'incendie dans l'établissement. Une réserve d'eau d'une capacité minimale de 500m3 doit être disponible en permanence. Ses abords doivent être aménagés pour permettre et faciliter la mise en œuvre de moyens de pompage.</p> <p>Moyens de lutte</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs (poudre, eau pulvérisée, CO2, halons) seront répartis dans les locaux de l'entreprise. L'agent extincteur sera choisi en fonction des risques rencontrés dans les différents locaux. - des bacs à sable. <p>Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement.</p> <p>Ils doivent être répartis judicieusement dans les installations et leur emplacement doit être signalé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu constater la présence d'eau dans la mare servant de réserve incendie qui est munie d'une canne d'aspiration installée en 2021 sur une aire d'aspiration dédiée aux engins du SDIS. La capacité hydraulique disponible est de 1450 m3 selon l'exploitant (mail du 08/04/2021). Bien que la canne d'aspiration ait été installée suivant les recommandations du SDIS, il convient de faire tester cette dernière par le service prévision du SDIS pour attester de son caractère opérationnel.</p> <p>L'exploitant a déjà pris rendez-vous avec le SDIS afin de faire tester sa réserve au cours de l'été 2024 (information confirmée par le service prévision du SDIS).</p> <p>L'Inspection a pu constater la présence des bacs à sable et d'extincteurs disposés sur le site au niveau des différents dépôts visités. L'Inspection a pu constater la date de validité du contrôle réalisé sur un extincteur contrôlé par sondage à l'entrée du dépôts A5.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Installations pyrotechniques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 20.2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Installations pyrotechniques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ateliers, dépôts et aires pyrotechniques</p> <p>L'affectation des ateliers, dépôts et aires de l'enceinte pyrotechnique est définie dans le tableau ci-après qui précise la charge maximum admissible de chaque atelier déterminée dans l'étude de dangers. L'exploitant doit impérativement respecter en toutes circonstances cette charge maximale par atelier ainsi que la masse totale sur l'ensemble de l'établissement (déterminée sur la base des quantités stockées aux dépôts D2, D4, DS, B1, B2, B4, B5).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son registre des artifices entreposés en date du 11/07/24.</p> <p>Ce registre détaillé pourrait utilement être complété par une synthèse récapitulative des quantités entreposées dans chaque dépôts.</p> |

| |
|---|
| <p>L'exploitant dépasse les quantités de matières actives pour le dépôt D4. L'Inspection s'est rendue sur place et a pu constater un dépôt plein. Dès la fin de la visite d'inspection, l'exploitant s'est employé à vider ce dépôt D4 pour transférer la totalité des artifices vers le dépôt B2 pouvant accueillir réglementairement ces quantités de matières actives.</p> <p>Le 17 juillet, l'exploitant a transmis les photos attestant du déménagement des artifices du dépôt D4 et un nouveau registre des artifices stockés mis à jour.</p> <p>Le nouvel exploitant (changement d'exploitant réalisé en janvier 2024) doit disposer d'une meilleure connaissance de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et introduire des limites de stockage dans son logiciel (registre informatique) permettant d'effectuer les extractions des matières stockées.</p> <p>Le timbrage global du dépôt est respecté.</p> <p>Aucune suite n'est proposée car l'exploitant a su réagir rapidement et corriger la situation rencontrée dans le dépôt D4.</p> <p>Les quantités de matières actives stockées sont reprises en annexe confidentielle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Restrictions

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 20.3</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Restrictions</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour qu'à aucun moment il y ait présence simultanée de produits de division de risque 1.1 et de division de risque 1.3 dans les ateliers A3, B3, AS, A6 et D2.</p> <p>Les consignes de ces ateliers doivent faire apparaître clairement cette restriction.</p> <p>Durant les opérations de chargement et déchargement au bâtiment B3, aucune présence de personnel dans les dépôts B4 et B5 n'est admise. Cette interdiction doit être établie par consigne portée à la connaissance du personnel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare ne pas entreposer d'artifice de divertissement de DR1.1 car ces derniers imposent trop de contraintes de stockage pour une quantité de matière active réduite, selon les propos de l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'Inspection n'a pas constaté de cartons d'artifices de divertissement comportant la mention DR1.1.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Exploitation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 22.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

Les personnes nécessaires au service du dépôt ont seules le droit d'y pénétrer et leur nombre doit être aussi restreint que possible.

Les caisses d'artifices doivent être empilées ou placées sur des supports de façon que le bas de la rangée la plus haute ne soit à plus de 1 m 60 du sol. Leur manipulation doit toujours rester facile. Ces caisses ne doivent jamais être jetées à terre, traînées ou culbutées sur le sol. Elles doivent toujours être portées avec précaution, en recourant à des moyens adaptés, si elles sont trop lourdes pour un homme, et préservées de tout choc.

L'ouverture des caisses d'artifices ainsi que la manipulation sont interdites à l'intérieur des dépôts principaux.

La manutention des caisses d'artifices ne doit être confiée qu'à des hommes expérimentés, choisis et nominativement désignés par le préposé responsable du dépôt. Ces opérations ont lieu conformément à une consigne de l'exploitant, qui doit être affichée à l'intérieur du dépôt.

Le personnel ne doit pénétrer dans les dépôts qu'avec des chaussures sans clous de fer (chaussons de feutre ou en cuir).

Le service des dépôts doit, en principe, être fait à la lumière du jour.

Constats :

L'exploitant déclare exploiter le dépôt seul une grande partie de l'année et recourir à des artificiers salariés lors des périodes chargées telles que la période estivale (mariages, fêtes nationale, religieuses et de famille). La présence de salariés lors des pics d'activité ne doit pas permettre un stockage à plus de 1,6 mètre du sol comme cela a pu être rencontré dans le dépôt D4.

Bien que la situation ait été corrigée rapidement, l'exploitant doit rappeler les consignes aux artificiers travaillant sur le dépôt autant que nécessaire.

La présence de cartons endommagés par des rongeurs n'est pas acceptable. Il appartient à l'exploitant de s'assurer de l'intégrité des cartons à tout moment. Avant de remettre en place des artifices dans ce dépôt, l'exploitant s'assure qu'aucun rongeur ne puisse rentrer en l'équipant de dispositifs anti-rongeurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

[...]

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »
[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a pu présenter le dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection foudre en date du 26/06/24 n°22191890/2 (Bureau Veritas). Ce rapport de vérification indique une absence d'écart, la mise en place du carnet de bord ainsi qu'une demande concernant l'essai des PDA (tel que demandé dans l'étude technique et nécessitant de prévoir un appareil auprès de l'installateur).

Par mail du 17/07/24, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète des installations de protection foudre en date du 01/02/2023 n°7866471/4 (Bureau Veritas) indiquant l'absence d'écart mais relevant que : "aucun appareil de test des PDA n'est à disposition du client".

L'exploitant doit donc faire réaliser l'essai des PDA lors de la prochaine intervention conformément aux indications de l'organisme de contrôle mentionnées dans les deux derniers rapports de vérification.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de prendre connaissance des rapports de vérification qui lui sont transmis et notamment les préconisations de l'organisme compétent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier l'essai des PDA à l'occasion du prochain contrôle des installations de protection contre la foudre.

Type de suites proposées : Sans suite